

Les 3 Priorités de France Industrie pour l'élection présidentielle 2022

Faire de la réindustrialisation de la France un objectif commun des politiques publiques

LE CONSTAT : LA CRISE SANITAIRE A MIS EN ÉVIDENCE LES FRAGILITÉS DE L'INDUSTRIE FRANÇAISE

L'Industrie française a montré pendant la crise sanitaire **une grande résilience et une forte capacité d'adaptation**. Alors que la France avait amorcé depuis 2017 une dynamique de réindustrialisation, la crise Covid a révélé l'importance de l'Industrie dans la performance économique et sociale de la France, mais également sa grande fragilité et notamment la vulnérabilité de ses chaînes d'approvisionnement.

- Sa part dans les exportations de biens manufacturés au sein de la zone Euro a nettement reculé, passant de 17% en 1998 à 11% en 2021, au contraire de l'Allemagne, l'Italie ou l'Espagne qui n'ont pas connu un tel recul de leurs parts de marché.
- Elle a montré des signes de faiblesse préoccupants, nécessitant des importations et révélant sa dépendance économique vis-à-vis de pays tiers : masques, gel hydroalcoolique, tests, respirateurs, médicaments... mais également dans sa course aux vaccins.

Parmi les grands pays industrialisés, la France est le pays qui a subi la plus forte désindustrialisation lors des deux dernières décennies. Depuis le début des années 2000, la part de l'industrie manufacturière française a chuté de 25% dans les exportations de la zone Euro et de 30% dans le PIB de la France. La part de l'industrie dans le PIB s'établissait à 13.4% en 2018, contre 25.5% en Allemagne, 19.7% en Italie, ou 16.1% en Espagne. **La France est devenue l'économie la plus désindustrialisée du G7, avec le Royaume-Uni.**

Cette désindustrialisation entraîne des retombées extrêmement dommageables pour notre pays :

- elle freine les **gains de productivité**, qui sont l'un des principaux moteurs de la croissance des revenus, et conduit à un appauvrissement de la classe moyenne. La productivité moyenne est en effet plus élevée et plus dynamique dans l'industrie que dans les services.
- elle se traduit par un **déficit commercial chronique** : depuis 2004, la balance commerciale française enchaîne les déficits (-65 Mrds€ en 2020), tandis qu'au même moment l'Allemagne additionne les excédents (+179 Mrds€ l'an dernier). En France, les exportations de produits industriels ne couvrent plus que 87% des importations (97% en 2007).
- elle **affecte le développement technologique** de la France puisque l'Industrie réalise une part substantielle de ses investissements dans la R&D privée (71% en 2017), plaçant ainsi notre pays en position de faiblesse pour répondre aux nombreux défis, environnementaux, alimentaires, énergétiques, numériques, médicaux... auxquels la planète est aujourd'hui confrontée.
- elle **fragilise durablement les territoires** et leur tissu social, compte tenu de l'effet d'entraînement que l'industrie exerce sur les économies locales. Cette désertification, induite par la désindustrialisation, contribue à la défiance de nos concitoyens envers les institutions et le monde économique et nourrit la montée des mécontentements et des frondes sociales.

LES ENJEUX : RÉINDUSTRIALISER OU DÉCROCHER

La situation de l'Industrie française est aujourd'hui critique et nous sommes à l'heure des choix : soit nous engageons une véritable dynamique de réindustrialisation du pays, soit nous décrochons de façon inéluctable, notamment si nous cédon aux sirènes de la décroissance. Pour réussir sa réindustrialisation, la France doit pouvoir s'appuyer sur une ambitieuse politique industrielle

au niveau européen, sans naïveté vis-à-vis des grandes puissances, comme les Etats-Unis ou la Chine. La politique de concurrence doit être modernisée pour la rendre plus favorable aux entreprises industrielles exposées à la concurrence internationale et faciliter l'émergence de champions européens capables de rivaliser avec leurs concurrents mondiaux.

Pour rebondir, l'Industrie française doit surmonter trois défis majeurs

1

LE DÉFI DE LA SOUVERAINETÉ ET DE LA COMPÉTITIVITÉ

La reconquête de notre souveraineté industrielle suppose un prérequis : que notre Industrie soit compétitive. Le principal facteur de la dégradation de la compétitivité de l'industrie française provient de l'importance de la fiscalité hexagonale et de sa hausse continue sur les dernières décennies.

France Industrie propose d'engager une nouvelle étape de **baisse et de simplification des impôts de production de 35 Mrds€**, ciblée sur les impôts à plus fort impact sur l'industrie : taxe foncière, CFE, CVAE, C3S...



2

LE DÉFI DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE ET NUMÉRIQUE

L'Industrie prend largement sa part de la lutte contre le changement climatique : en 30 ans, l'industrie manufacturière française a réduit de 50% les émissions de carbone de ses usines, et ne représente plus que 18% des émissions de gaz à effet de serre nationales. Avec le secteur de la production d'énergie, l'Industrie a contribué à plus de 90% de la baisse totale des émissions françaises entre 1990 à 2019. **Ainsi, la France produit à ce jour le point de PIB le moins carboné des pays avancés.**

- Prolonger au-delà de 2022 les dispositifs de **France Relance** concourant à la **décarbonation** de l'industrie (vapeur et chaleur renouvelable, efficacité énergétique...), et soutenir les investissements massifs d'électrification, notamment le renouvellement du parc électronucléaire et l'entretien des réseaux énergétiques.
- **Accélérer la transition numérique** et la modernisation des outils de production vers l'Industrie 5.0, pour améliorer les **gains de productivité** et combler notre retard avec nos principaux concurrents : 18 robots pour 1000 salariés en France, contre 35 en Allemagne, 36 au Japon et 87 en Corée du Sud.
- **Sanctuariser le Crédit d'Impôt Recherche** et dynamiser le Crédit d'Impôt Innovation en augmentant son plafond à 400K€/an.
- **Créer un « Grand Ministère de l'Industrie »** de plein exercice, regroupant Industrie, Energie et Recherche technologique.



L'industrie, c'est 18% du problème et 100% des solutions pour le climat.

Pour atteindre l'ambition de neutralité carbone 2050, **France Industrie identifie 4 conditions préalables :**

3

LE DÉFI DU CAPITAL HUMAIN



Vivier d'emplois qualifiés, l'Industrie s'est impliquée de longue date dans le développement de l'apprentissage et la formation professionnelle de ses salariés. L'apprentissage dans l'industrie a ainsi augmenté de 11% en 2019 et de 19% en 2020, et le nombre d'heures de formation professionnelle dans l'industrie en France est supérieur de près de 50% à la moyenne européenne. Pour réussir sa transition écologique et technologique, l'enjeu des compétences est primordial pour l'industrie.

France Industrie propose de :

- Faire de **l'apprentissage la voie prioritaire** de préparation aux diplômes professionnels.
- Redonner de **l'autonomie aux partenaires sociaux dans la gestion des politiques de formation professionnelle** pour faciliter son adaptation aux besoins spécifiques en compétences, et la mutation des compétences aux évolutions technologiques, réglementaires et sociétales qui vont générer de nouveaux métiers.